



## Communiqué | News Release

Pour diffusion immédiate

### **LES ORGANISMES NATIONAUX DE LUTTE AU VIH/SIDA EXHORTENT OTTAWA À GARANTIR LE MAINTIEN DU FINANCEMENT ACTUEL DES PROGRAMMES ET SERVICES LOCAUX LIÉS AU SIDA**

***La nouvelle initiative pour un vaccin ne doit pas être financée aux dépens  
de programmes existants de recherche, de prévention et de traitement***

**TORONTO / OTTAWA, 29 novembre 2007** — Le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les programmes communautaires essentiels de prévention du VIH et les services fournis dans la communauté aux personnes vivant avec le VIH/sida demeurent disponibles; et pour ce faire, il devrait garantir leur financement, ont affirmé aujourd'hui neuf des organismes nationaux du Canada pour la lutte contre le sida.

« Aux quatre coins du Canada, des centaines de programmes et services locaux aident des milliers de personnes qui vivent avec le VIH/sida à demeurer en santé et actives, chez elles ou au travail », rappelle Monique Doolittle-Romas, directrice générale de la Société canadienne du sida. « Or, sans un engagement clair du gouvernement fédéral à maintenir leur financement actuel, ces programmes seront amputés ou devront cesser leurs activités, et des gens seront laissés sans l'aide dont ils ont besoin. »

En 2004, Ottawa a annoncé que le financement du fédéral par le biais de l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada atteindrait les 84,4 millions \$ par an, à partir de 2008–2009. Les organismes nationaux partenaires demandent maintenant au gouvernement de s'engager à ne pas amputer les fonds de l'Initiative fédérale actuellement versés aux programmes et services communautaires et aux programmes de recherche existants.

« Nous sommes bien sûr satisfaits de l'engagement du ministre Clement quant à l'atteinte du budget prévu de 84,4 millions \$, mais nous savons par ailleurs qu'il est sous pression pour trouver de l'argent afin de financer une nouvelle initiative en matière de recherche vaccinale et pour réaliser des économies dans le cadre d'un examen gouvernemental des programmes », explique Richard Elliott,

directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Notre message au ministre est simple : le financement de la recherche de vaccins et les compressions budgétaires ne devraient pas être faits aux dépenses de la recherche en cours ou des programmes efficaces qui aident à éviter de nouveaux cas d'infection par le VIH et qui aident les Canadiens et Canadiennes vivant avec le VIH/sida à demeurer actifs dans notre économie et notre société. »

Plus tôt cette année, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il entendait verser jusqu'à 111 millions \$ à l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH. Il a par ailleurs mandaté certains ministères et départements fédéraux, dont l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), de procéder à l'examen des programmes et d'identifier des économies possibles. L'honorable Tony Clement, ministre de la Santé, n'a pas encore dévoilé d'où viendrait l'argent annoncé pour l'initiative vaccinale, ni quels octrois relevant de l'ASPC on prévoyait supprimer ou réduire afin de réaliser les économies voulues.

« Nous appuyons sans contredit la nouvelle initiative pour des vaccins », précise Louise Binder, présidente du Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements. « Tout ce que nous disons, c'est que nous souhaitons travailler avec le ministre Clement à assurer que le financement pour des vaccins ne dérobe pas des fonds aux programmes de recherche, de prévention et de traitement qui existent déjà et qui améliorent la santé des Canadiennes et Canadiens. »

Les organismes nationaux canadiens de lutte contre le sida (« les partenaires nationaux ») incluent :

- l'Association canadienne de recherche sur le VIH ([www.cahr-acrv.ca](http://www.cahr-acrv.ca))
- la Coalition interagence sida et développement ([www.icad-cisd.com](http://www.icad-cisd.com))
- le Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements ([www.ctac.ca](http://www.ctac.ca))
- le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale ([www.hivandrehab.ca](http://www.hivandrehab.ca))
- le Réseau canadien autochtone du sida ([www.caan.ca](http://www.caan.ca))
- [le Réseau canadien d'essais VIH ([www.hivnet.ubc.ca](http://www.hivnet.ubc.ca))]
- le Réseau canadien d'info-traitements sida ([www.catie.ca](http://www.catie.ca))
- le Réseau juridique canadien VIH/sida ([www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca))
- la Société canadienne du sida ([www.cdn aids.ca](http://www.cdn aids.ca)).

Pour de plus amples renseignements :

*Available in English*

*En français ou en anglais :*

Leon Mar  
Directeur des communications  
Réseau juridique canadien VIH/sida  
+1 416 595-1666 (poste 228)  
[lmar@aidslaw.ca](mailto:lmar@aidslaw.ca)

Tricia Diduch  
Conseillère aux communications  
Société canadienne du sida  
+1 613 230-3580 (poste 130)  
[triciad@cdnaids.ca](mailto:triciad@cdnaids.ca)

*En anglais :*

Louise Binder  
Présidente  
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements  
+1 416 457-3179